

Situation volcanique dans le réseau



On a connu des CSE qui s'annonçaient incertains, mais celui-ci a de bonnes chances de battre tous les records. Car nous voilà d'un côté dépendants des urnes et de l'autre toujours totalement ignorés par la direction du réseau.

Lors du dernier CSE, nous apprenions dès le début de notre réunion mensuelle que deux régions du réseau ainsi que la Corse étaient engagées (par leurs directions) pour devenir les poissons pilotes de la fusion France 3/France Bleu. Des expérimentations donc, sans aucun cadre et surtout sans information consultation des élus du réseau. Peu de temps avant pourtant, le directeur de la fusion semblait bien désœuvré dans ses nouvelles fonctions.

Une info qui semblait vous surprendre, Madame la directrice du réseau. Surprise feinte ou véritable, là n'est plus la question. Mais se pose ici véritablement le problème d'une information sincère et transparente due aux élus. Pendant que, dans le même temps, une directrice régionale délivrait cette information aux élus RP d'une antenne pourtant non concernée.

En droit du travail, on appelle cela une entrave, non ? Aujourd'hui, où en sommes-nous de l'avancée de ce projet dans les Hauts-de-France et en Bretagne ?

Un peu partout... Mais pas ICI ! Le projet éditorial des nouveaux JT persiste et signe avec des aménagements à la marge, très loin des revendications d'un hiver 2023. Que reste-t-il de ce que la direction avait acté dans un protocole ?

Et comme si cela ne suffisait pas, l'actualité vient percuter de plein fouet FTV et la fusion qui se dessinait avec la bénédiction de notre présidente.

Le projet est tué dans l'œuf et en cas de victoire du RN aux élections législatives, c'est la privatisation qui nous guette, à en croire le programme de gouvernement de ce parti arrivé en tête aux européennes.

L'urgence, c'est le mode de financement de l'audiovisuel public qui devait être débattu avant la fin de l'année pour assurer une survie pérenne de nos cœurs de métiers et qui reste lettre morte avec tout le poids des incertitudes qui pèse sur notre indépendance éditoriale.

L'autre inquiétude suscitée par cette annonce de dissolution, c'est que France Télévisions et le réseau France 3 se retrouvent à devoir gérer la couverture en urgence des élections législatives anticipées sans le moindre budget prévu à cet effet.

Quelle sera la manne apportée à des directions régionales déjà contraintes financièrement et dont certaines antennes apparaissent déjà dans le rouge depuis mars avec sommation de réaliser des économies drastiques ?

Nous exigeons de la direction du réseau des garanties et des moyens pour mener à bien notre mission d'information publique.

Et s'il vous plait, Madame la directrice du réseau, faites en sorte que, pour une fois, nous nous sentions utiles d'être ici, dans cette instance censée représenter l'ensemble des salariés du réseau régional.

Ne nous faites pas regretter d'être là plutôt que dans nos antennes à informer nos téléspectateurs sur le séisme politique que nous vivons et auquel est suspendu notre avenir.

Paris, le 19 juin 2024